

Afin de vous aider à remplir ce formulaire, un Guide à l'intention des entreprises est disponible sur le site Web de l'Autorité, au www.lautorite.qc.ca, à la section « Contrats publics ».

Partie 1 – Information générale

1.1 Identification du type de demande

Veillez cocher la raison pour laquelle vous remplissez ce formulaire :

- Demande de délivrance d'autorisation
- Demande de renouvellement d'une autorisation

Partie 2 – Identification et coordonnées de la demanderesse

2.1 Nom complet

Veillez indiquer le nom complet de l'entreprise tel qu'il figure au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, veuillez indiquer vos noms et prénoms. Si l'entreprise a un nom français et un nom anglais, veuillez indiquer les deux noms :

2.2 Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Veillez indiquer le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) attribué par le Registraire des entreprises :

2.3 Adresse du siège¹

N°	Rue	Bureau
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : () _____ - _____		Télécopieur : () _____ - _____

2.4 Adresse de correspondance

- Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

N°	Rue	Bureau
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : () _____ - _____		Télécopieur : () _____ - _____

2.5 Langue de correspondance

Français Anglais

¹ Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.

2.6 Forme juridique

Veillez indiquer la forme juridique de l'entreprise (veuillez cocher une seule case) :

Personne physique exploitant l'entreprise Société Personne morale Autre

2.7 Nombre d'actionnaires ou d'associés

Veillez indiquer le nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés de l'entreprise :

2.8 Nature des activités

Veillez indiquer la nature des activités de l'entreprise, tel que décrit au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec :

2.9 Numéro d'attestation de Revenu Québec

Veillez indiquer le numéro d'attestation attribué par Revenu Québec :

2.10 Numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

Veillez indiquer le numéro de licence (RBQ) attribué par la Régie du bâtiment du Québec :

2.11 Autres noms

Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle ou a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section 2.1?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez indiquer tous les noms se trouvant actuellement à la section « Autres noms » de l'immatriculation au Registraire des entreprises ainsi que tous les autres noms sous lesquels l'entreprise a exercé ses activités depuis les cinq dernières années :

Noms actuels :

Noms antérieurs :

Partie 3 – Information sur le contrat (si applicable)

Si vous faites une demande de délivrance d'autorisation, veuillez fournir l'information suivante :

Le numéro de l'appel d'offres : _____

La valeur estimée du contrat ou du sous-contrat : _____

La date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise :

Si la demanderesse fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom :

Partie 4 – Information sur le répondant

L'entreprise qui souhaite conclure un contrat avec un organisme public doit nommer une personne physique qui agit à titre de répondant en vertu de l'article 21.23 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

« La demande d'autorisation doit être présentée à l'Autorité par la personne physique qui exploite une entreprise individuelle, par un administrateur ou par un dirigeant dans le cas d'une personne morale ou par un associé dans le cas d'une société. Celui qui présente la demande agit à titre de répondant pour l'application du présent chapitre. »

4.1 Identification du répondant

M.

M^{me}

Nom(s)

Prénom(s)

Date de naissance (jj/mm/aaaa)

4.2 Fonctions du répondant au sein de l'entreprise

Veuillez indiquer la ou les fonctions du répondant au sein de l'entreprise :

Personne physique exploitant l'entreprise

Administrateur

Dirigeant

Associé

4.3 Adresse de résidence du répondant

N°	Rue	App.
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Adresse électronique
Téléphone personnel : () _____ - _____		

4.4 Adresse de correspondance du répondant

N°	Rue	Bureau
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone professionnel : () _____ - _____		Télécopieur : () _____ - _____

Partie 5 – Déclaration de la demanderesse

Section I – Déclaration

Veillez répondre aux questions suivantes :

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

2. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

3. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

4. L'entreprise a-t-elle déjà été déclarée coupable d'une infraction visée à l'article 641.2 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2), à l'article 221.1.2 de la *Loi sur les élections scolaires* (chapitre E-2.3) ou à l'article 564.3 de la *Loi électorale* (chapitre E-3.3)? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section III du présent formulaire.

5. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

6. Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

7. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande? Oui Non

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

Nom du répondant

Signature

Date

Section II – Information sur les infractions

Si vous avez répondu « oui » aux questions 1, 2 et/ou 3 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque infraction :

Article et nom de la loi qui a été enfreinte : _____

Numéro de dossier de cour : _____

Détails sur l'infraction (ex : faits et circonstances entourant l'infraction) :

Nom du répondant

Signature

Date

Section III – Information sur les interdictions en vertu des lois électorales

Si vous avez répondu « oui » à la question 4 de la *Section 1 – Déclaration* du présent formulaire, veuillez fournir l'information ci-dessous pour chaque interdiction de conclure un contrat public :

Détails de la condamnation :

Date d'expiration de l'interdiction de conclure un contrat public :

Un juge a-t-il suspendu cette interdiction? Si oui, veuillez fournir des détails :

Nom du répondant

Signature

Date

Partie 6 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la présente demande sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'Autorité transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1), les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'Autorité un avis à l'égard de l'entreprise visée par la demande d'autorisation, le tout en application de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1; 2012, chapitre 25) (la « LCOP »).

Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la LCOP.

Nom du répondant

Signature

Date

L'Autorité vous avise que dans l'éventualité où l'entreprise procéderait au retrait de la présente demande, à toute étape du processus, le Secrétariat du Conseil du trésor de même que les organismes publics concernés seront informés.

Partie 7 – Consentement additionnel

Pour l'entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics* :

Je consens à ce que le commissaire associé aux vérifications communique les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'informations ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. Pour l'application de l'article 5 de ce règlement, la localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom du répondant

Signature

Date

Partie 8 – Documents à fournir

<input type="checkbox"/>	1. Le formulaire « Demande d'autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public » dûment rempli et signé par le répondant.
<input type="checkbox"/>	2. Le « Bordereau de paiement » dûment rempli afin d'acquitter les frais exigibles de 404\$.
<input type="checkbox"/>	3. Un document officiel confirmant la nomination du répondant à ce titre.
<input type="checkbox"/>	4. Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom des filiales de l'entreprise, le nom de sa société mère ainsi que le nom des filiales de cette société. Veuillez indiquer les liens entre les entreprises.
<input type="checkbox"/>	5. Les états financiers vérifiés du dernier exercice de l'entreprise.
<input type="checkbox"/>	6. Une attestation de Revenu Québec, qui ne doit pas avoir été délivrée plus de 30 jours avant la date du dépôt de la demande, démontrant que l'entreprise n'est pas en défaut d'avoir produit les déclarations et les rapports qu'elle devait produire en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu.
<input type="checkbox"/>	7. Le plumeau criminel et pénal de l'entreprise ou tout autre document équivalent, à l'égard de toute entité qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec.
<input type="checkbox"/>	8. Si des mesures de gouvernance et de contrôle existent au sein de votre entreprise (par exemple, un code d'éthique, un programme de formation, un comité de gouvernance, etc.), veuillez-nous divulguer ces mesures et nous transmettre la documentation s'y rattachant avec la demande d'autorisation.

Partie 9 – Transmission du formulaire

Veuillez faire parvenir ce formulaire, ainsi que le paiement et les documents requis, par la poste à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
 Place de la Cité – Tour Cominar
 2640, boul. Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1

Pour toute question liée à ce formulaire, veuillez communiquer avec un agent de notre Centre d'information en composant le 1 877 525-0337.